

## COVID-19 : le secteur agricole n'est pas épargné !

**L'épidémie mondiale de Covid-19 perturbe fortement notre économie. Bien que celle-ci nous montre l'importance stratégique de notre système agricole et agroalimentaire, celui-ci n'est pas épargné par cette crise inédite.**

Face à cela, la grande distribution s'est engagée à soutenir d'une part, les consommateurs en

Le gouvernement a annoncé la semaine dernière que les prix des denrées alimentaires sont globalement stables (cf. note encadrée). Les hausses constatées concernent les fruits et légumes de saison comme les fraises ou les tomates ; hausses qui seraient notamment dues à l'insuffisance de la production française et à l'augmentation des coûts de transport pour les produits d'importation.

**Des relevés de prix et d'origine sont effectués dans diverses enseignes par des structures JA pour constater l'application de ces pratiques.**

bloquant les prix en magasin, et d'autre part, les agriculteurs en valorisant davantage les produits français ; le tout mis en avant auprès de tous via de larges campagnes de communication. Ce que nous demandons, c'est que ces paroles se concrétisent en actes... Non seulement le temps de cette crise majeure que nous traversons mais bien plus encore sur le long terme (approvisionnement français/local, contrat en direct, valorisation du prix d'achat aux producteurs etc.). Les efforts quotidiens des agriculteurs de toutes les filières confondues pour nourrir la population française avec des produits sains et de qualité doivent être récompensés.

Il est inadmissible que les producteurs qui redoublent d'efforts en cette période ne puissent voir leur travail rémunéré au juste prix.

Toutes les filières sont touchées. La fermeture de la restauration hors domicile et d'outils de production, la diminution des effectifs à chaque échelon de la chaîne de production, transformation et distribution, etc. affectent les débouchés des produits agricoles.

Chacun tente de s'adapter à la situation et cherche des solutions. La production laitière, prédominante dans notre région et déjà très fragile avant cette crise, ne fait pas exception.

Estimant ne pas pouvoir absorber l'ensemble de la production laitière en cette forte période de production printanière, les acteurs de la transformation, petites ou grandes structures, ont d'abord annoncé une baisse de prix en moyenne de 20€/1000L. Puis, elles ont appelé à une baisse des volumes de production avec pour objectif une réduction de 30 millions de litres au mois d'avril. Cette demande fait suite à un déséquilibre important des marchés. En cette période où chacun est amené à faire des efforts, nous comprenons l'importance de prendre des mesures pour y faire face et de maîtriser les volumes de lait arrivant sur le marché.

Cependant, l'annonce d'une réduction du prix du lait a été difficile à accepter car les producteurs sont déjà insuffisamment rémunérés. Il serait injuste d'aggraver davantage la situation en leur faisant payer le prix de cette crise. Une baisse des prix n'est pas une solution envisageable car non incitative à la baisse de volume, bien au contraire.

De plus, en plein pic saisonnier, la demande de réduction des volumes est compliquée à mettre en œuvre pour les producteurs et nécessite que les éleveurs mettent en place des mesures contraignantes (vente de vaches, tarissement, adaptation de l'alimentation etc.). Certains collecteurs semblent coupler leurs annonces de baisse de volume et de prix. Ceci n'est pas acceptable ! Cette situation est

### **Solution apportée :**

L'interprofession laitière a débloqué une enveloppe de 10 millions d'euros afin de mettre en place un fonds de solidarité pour indemniser les éleveurs pour les volumes non produits de 2 à 5% (par rapport à 2019) indemnisés 320€/1000L.

encore plus préjudiciable pour les jeunes récemment installés car un frein à l'activité en pleine phase de développement. Même si une solution semble avoir été apportée par l'interprofession pour indemniser la baisse de production, la filière laitière risque d'avoir du mal à surmonter cette nouvelle crise. L'agriculture ne doit pas être le grand oublié de l'état !

Des voix se lèvent contre la pratique d'épandage, sans même en connaître la provenance. Or, il est important de rappeler que l'agriculture si elle a pour vocation première d'alimenter la population, elle en gère également les effluents. La forte législation autour des pratiques d'épandages implique aujourd'hui une grande maîtrise technique aux agriculteurs. Il est très regrettable de produire une source d'agribashing dans le contexte actuel où la solidarité, la bienveillance et la production alimentaire sont primordiales.

De plus, les boues issues de stations de traitement des eaux usées sont utilisées à plus de 70 % pour les épandages agricoles. En pleine période de fertilisation des terres, l'interdiction de l'épandage de boues d'épuration brutes complique le travail des agriculteurs qui doivent trouver un autre moyen de fertiliser leurs terres (les boues apportent aux sols de la matière organique et des éléments fertilisants comme de l'azote et du phosphore), impliquant également une augmentation du coût de production.

**A noter** que l'épandage des boues d'épuration reste possible si celles-ci sont hygiénisées. Toutefois, cela demande un apport en déchets verts nécessaires au compost (source de carbone). Des déchets qui dans ce contexte sont difficiles à trouver. De plus, de nombreuses collectivités ne sont pas équipées pour ce type de procédé.

**Cette crise nous montre l'importance stratégique du secteur agricole français pour notre souveraineté alimentaire ! La qualité, la diversité, la durabilité et la sécurité de nos produits sont des valeurs sur lesquelles les consommateurs peuvent compter.**